

Nouvelle-Zélande

L'activité devrait se ralentir et les contraintes de capacité s'atténuer, mais certains déséquilibres persisteront. La rapide progression des revenus des ménages tempérera probablement l'impact de la hausse des taux d'intérêt sur les dépenses de consommation, mais la montée des salaires et des coûts des autres facteurs de production amputera encore la rentabilité des entreprises et l'investissement. Les exportations devraient se redresser à mesure que s'estomperont les effets de l'appréciation du taux de change et que la situation s'améliorera sur les marchés extérieurs. Les tensions inflationnistes resteront prononcées.

Le net durcissement monétaire n'a pas encore entraîné de ralentissement sensible de la croissance de la demande intérieure et les risques de brusque correction s'amplifient. Il serait plus facile de ramener l'économie sur la voie d'une croissance durable si le gouvernement reportait à plus tard l'assouplissement budgétaire prévu, ce qui permettrait de mieux doser les mesures économiques pour faire face aux problèmes macroéconomiques actuels.

La demande intérieure reste vigoureuse, mais les exportations se sont affaiblies...

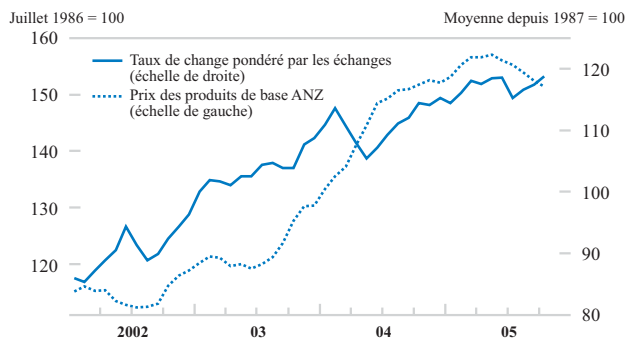
La demande intérieure est restée vigoureuse au premier semestre de 2005. La forte progression du revenu disponible réel des ménages, se doublant d'effets de patrimoine en raison de la forte hausse des prix immobiliers, a soutenu la consommation privée malgré la hausse des taux d'intérêt. La consommation publique a elle aussi rapidement augmenté. Mais bien que le taux d'utilisation des capacités n'ait que légèrement diminué, l'investissement des entreprises se ralentit, parce que la rentabilité se dégrade et la confiance fléchit dans le secteur privé. Les exportateurs finissent par subir les effets de l'appréciation du taux de change, qui ont tardé à se manifester, et la baisse des prix des principales exportations néo-zélandaises de produits de base, de même que la hausse des prix du pétrole, mettent un terme à l'amélioration des termes de l'échange de ces dernières années. Le faible niveau des exportations en volume et une nouvelle poussée des importations ont nettement creusé le déficit des opérations courantes.

... alors même que les prix et les salaires se sont accélérés

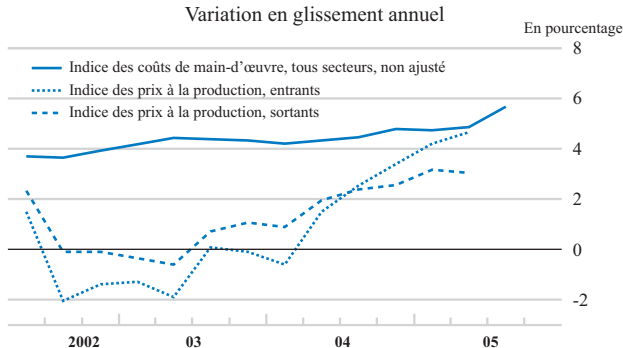
Le marché du travail reste tendu, bien que de nouveaux apports de main-d'œuvre aient pu largement faire face à la remarquable progression de l'emploi – le taux de chômage est tombé à 3.4 %. Un grand nombre d'entreprises éprouvant encore des difficultés pour le recrutement de travailleurs qualifiés et non qualifiés, les coûts de main-d'œuvre salariaux et non salariaux se sont alourdis. L'inflation ne

Nouvelle-Zélande

Le taux de change reste élevé mais les prix des produits de base ont atteint un maximum



Les entreprises sont confrontées à des pressions en hausse sur les coûts



Source : Reserve Bank of New Zealand, Statistics New Zealand et ANZ Bank.

Nouvelle-Zélande : Demande, production et prix

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	Prix courants milliards de NZD		Pourcentages de variation, en volume			
Consommation privée	75.5	5.4	6.3	4.8	3.0	2.5
Consommation publique	22.5	2.4	5.4	5.0	5.0	3.3
Formation brute de capital fixe	26.2	11.5	13.9	6.9	1.1	-1.1
Demande intérieure finale	124.3	6.1	7.8	5.3	2.9	1.9
Variation des stocks ¹	1.6	-0.3	0.4	0.6	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	125.9	5.8	8.1	5.2	2.8	1.8
Exportations de biens et services	42.7	2.1	5.9	0.0	7.3	8.5
Importations de biens et services	41.1	8.4	16.6	8.0	7.6	6.0
Exportations nettes ¹	1.5	-2.0	-3.1	-2.4	-0.3	0.5
PIB (dans l'optique de la dépense. aux prix du marché)	127.5	3.7	4.4	2.7	2.6	2.4
Déflateur du PIB	—	1.8	3.7	2.5	2.5	2.0
<i>Pour mémoire</i>						
PIB (dans l'optique du produit)	—	3.4	4.4	2.8	2.5	2.4
Indice des prix à la consommation	—	1.8	2.3	3.1	3.7	3.1
Déflateur de la consommation privée	—	0.5	0.7	1.9	2.9	2.5
Taux de chômage	—	4.6	3.9	3.6	3.9	4.1
Solde des administrations publiques ²	—	5.3	5.5	5.3	4.6	4.3
Balance des opérations courantes ²	—	-4.5	-6.6	-8.7	-9.1	-9.0

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE*: Sources et méthodes, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 78.

Statlink : <http://dx.doi.org/10.1787/235764438576>

manifeste aucun signe de ralentissement, même si l'on fait abstraction de l'impact de la hausse des prix du pétrole. Les prix à la production ont jusqu'à présent moins augmenté que les salaires et les autres coûts des facteurs, ce qui pourrait fort bien annoncer un mouvement de hausse, les entreprises s'efforçant de restaurer leurs marges. Les anticipations inflationnistes restent proches de 3 %, limite supérieure de la fourchette retenue comme objectif par la banque centrale.

La demande étant manifestement excédentaire malgré le net durcissement monétaire, la Banque de réserve a relevé encore son taux directeur de ¼ de point en octobre. Un nouveau resserrement monétaire pourrait être nécessaire pour ramener l'économie sur la voie d'une croissance plus durable. Quoi qu'il en soit, tout assouplissement de la politique monétaire risquerait d'accélérer l'inflation. Bien que l'excédent budgétaire global reste substantiel, la politique actuelle du gouvernement implique une stimulation budgétaire proconjoncturelle au cours de la période à venir. Cela contrarie les efforts déployés par la Banque de réserve pour freiner la demande intérieure, de sorte que les taux d'intérêt doivent être plus élevés qu'ils le seraient si l'orientation budgétaire était plus neutre.

**La politique monétaire
et la politique budgétaire
ont des effets contraires**

Le PIB devrait croître à un rythme plus lent que son potentiel ces deux prochaines années, la demande excédentaire s'affaiblissant progressivement. Mais sa composition restera quelque peu déséquilibrée. La consommation privée devrait conserver sa vigueur vu la nette progression des revenus des ménages, aussi bien du

**L'activité se ralentira,
mais les tensions inflationnistes
restent fortes...**

côté des salaires que du côté des transferts. La consommation publique devrait poursuivre sa rapide expansion. En revanche, l'investissement des entreprises pourrait se contracter sous l'effet d'une plus faible rentabilité due à la fois à la hausse des taux d'intérêt et à la forte augmentation persistante des salaires. Les perspectives s'améliorent quelque peu pour les exportateurs, la croissance des marchés extérieurs s'accélérait, mais seulement s'ils sont en mesure de maîtriser leurs coûts pour éviter une perte de compétitivité. La vigueur de la consommation contaminant les importations, le déficit des opérations courantes pourrait rester de grande ampleur. Il faut s'attendre à une inflation encore proche de la limite supérieure de la fourchette retenue comme objectif.

... et les risques d'évolution négative sont très marqués

Les risques de brusque ralentissement de la croissance se sont aggravés. La rentabilité des entreprises pourrait souffrir encore davantage si les pressions à la hausse qui s'exercent sur les coûts étaient encore plus vives. Autre éventualité, la hausse des taux d'intérêt ou une correction plus brutale des prix immobiliers pourraient contraindre les ménages à réduire leurs dépenses. Et vu le niveau déjà élevé des anticipations inflationnistes, tout signe d'effets secondaires dus à la hausse des prix du pétrole appellerait une nouvelle réaction de la part de la banque centrale. Une nouvelle stimulation budgétaire allant au-delà de ce qui est prévu ne ferait qu'aggraver les déséquilibres actuels. Enfin, les investisseurs étrangers pourraient se montrer moins disposés à financer l'ample déficit de balance courante, ce qui ferait fortement baisser le taux de change et accentuerait les tensions inflationnistes.

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial : moins robuste qu'il n'y paraît ?	vii
I. Évaluation générale de la situation macroéconomique	1
Aperçu général.....	1
La reprise s'étend progressivement	3
La situation actuelle : principaux aspects et risques majeurs	5
Des perspectives favorables à court terme.....	17
Défis pour la politique économique.....	24
Appendice I.1 : Comparabilité internationale des taux d'épargne des ménages.....	32
Appendice I.2 : Élasticités budgétaires révisées pour les pays de l'OCDE.....	35
II. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE et dans certaines économies non membres	41
États-Unis.....	41
Japon	46
Zone euro	51
Allemagne.....	55
France.....	60
Italie.....	65
Royaume-Uni	70
Canada.....	75
Australie.....	79
Autriche.....	82
Belgique.....	85
Corée.....	88
Danemark	91
Espagne.....	94
Finlande.....	97
Grèce.....	100
Hongrie.....	102
Irlande.....	105
Islande.....	108
Luxembourg.....	111
Mexique.....	113
Norvège.....	115
Nouvelle-Zélande.....	118
Pays-Bas	121
Pologne.....	124
Portugal	127
République slovaque.....	130
République tchèque.....	133
Suède.....	136
Suisse.....	139
Turquie	141
Brésil	144
Chine	147
Fédération de Russie.....	150
III. Le rôle des fondamentaux dans l'évolution récente des prix des logements	153
Introduction et résumé.....	153
La situation est aujourd'hui différente.....	155
Les prix des logements et leurs déterminants fondamentaux.....	157
Les cycles des prix des logements et l'activité économique	171
Appendice.....	175
Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des <i>Perspectives économiques de l'OCDE</i>	187
Annexe statistique	189
Classification des pays.....	190
Mode de pondération pour les données agrégées	190
Taux de conversion irrévocable de l'euro.....	190
Systèmes de comptabilité nationale et années de référence	191
Tableaux annexes.....	193
Encadrés	
I.1. Quel est le poids réel de la Chine ?	4
I.2. Les prix du pétrole semblent devoir rester élevés dans le moyen terme	11
I.3. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions.....	20
I.4. Expliquer l'inflation tendancielle	26
I.5. L'assainissement budgétaire demeure prioritaire	29
III.1. Le coût d'usage du logement.....	163
III.2. Les marchés régionaux du logement aux États-Unis.....	168

Tableaux

I.1. La croissance devrait continuer	2
I.2. La croissance demeure soutenue	19
I.3. La reprise s'élargit	21
I.4. La croissance du commerce mondial reste soutenu et les déséquilibres extérieurs se creusent.....	23
I.5. La croissance du commerce mondial reste soutenu et les déséquilibres extérieurs se creusent.....	28
III.1. Emprunts hypothécaires et charges d'intérêts des ménages.....	161
III.2. Sensibilité du ratio fondamental prix-loyer à une variation du coût d'usage du logement	167
III.3. Innovations récentes en matière de crédit hypothécaire dans quelques pays	171
III.4. Prix des logements : définition et source.....	175
III.5. Statistiques résumées sur le cycle des prix réels des logements.....	176
III.6. Principaux cycles du prix réel des logements par pays	177
III.7. Tour d'horizon de récentes études empiriques sur la détermination du prix des logements.....	178
III.8. Test de stationnarité pour les ratios prix-revenu et prix/loyer.....	182

Graphiques

I.1. Les prix de l'énergie dans leur ensemble ont augmenté.....	6
I.2. La demande de pétrole a fortement augmenté depuis 2003	7
I.3. Les contraintes d'offre se sont resserrées	8
I.4. L'effet sur l'inflation a été plus faible que par le passé.....	10
I.5. Le déficit des États-Unis se creuse.....	14
I.6. Les taux d'intérêt à long terme commencent à augmenter en termes nominaux et réels	16
I.7. La confiance des entreprises s'améliore.....	18
I.8. L'inflation globale et l'inflation sous-jacente divergent	25
I.9. Les taux directeurs s'orientent dans différentes directions	25
I.10. La consolidation budgétaire dans la zone euro se révèle décevante.....	30
I.11. Taux d'épargne des ménages des pays du G7	33
I.12. Sensibilité cyclique des soldes budgétaires	36
I.13. Soldes budgétaires	37
III.1. Les prix réels ont généralement augmenté	154
III.2. Évolution des prix réels des logements et cycle économique dans la zone OCDE.....	156
III.3. Coïncidence des hausses de prix réels des logements entre pays.....	157
III.4. Ratio prix-revenu et prix-loyer	159
III.5. Ratio prix-loyer effectif et fondamental	164
III.6. Population et prix des logements.....	169
III.7. Inflation et ajustement des prix réels des logements	172
III.8. L'investissement résidentiel et le ratio Q	173

Ce livre contient des...**StatLinks**

**Accédez aux fichiers Excel™
à partir des livres imprimés !**

En bas à droite des tableaux et graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des Statlinks. Pour télécharger le fichier Excel™ correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>.

Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à internet, il vous suffit de cliquer sur le lien.

Les Statlinks sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.

Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mb/j	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
-	Sans objet		

Résumé des prévisions

	2005	2006	2007	2005		2006			2007		Quatrième trimestre			
				T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	2005	2006	2007	
Pourcentage														
Croissance du PIB en volume														
États-Unis	3.6	3.5	3.3	3.7	3.3	3.5	3.5	3.3	3.2	3.2	3.7	3.4	3.1	
Japon	2.4	2.0	2.0	1.7	1.9	2.1	1.9	2.0	2.0	2.1	3.2	2.0	2.1	
Zone euro	1.4	2.1	2.2	2.2	1.9	2.0	2.2	2.1	2.2	2.2	1.8	2.1	2.2	
OCDE total	2.7	2.9	2.9	3.1	3.0	2.8	2.6	2.9	3.2	2.9	3.0	2.8	2.9	
Inflation														
États-Unis	2.7	2.5	2.3	2.9	2.2	2.3	2.3	2.3	2.6	2.2	2.9	2.3	2.2	
Japon	-1.1	-0.1	0.6	-0.2	0.0	0.1	0.3	0.5	0.6	0.7	-1.3	0.2	0.8	
Zone euro	1.8	1.7	1.9	1.9	1.5	1.5	1.5	1.8	2.0	2.1	1.9	1.6	2.0	
OCDE total	2.1	1.9	1.9	1.5	1.4	2.1	2.4	2.0	1.7	1.8	1.9	2.0	1.9	
Taux de chômage														
États-Unis	5.1	4.8	4.7	5.0	4.9	4.9	4.8	4.8	4.7	4.7	5.0	4.8	4.7	
Japon	4.4	3.9	3.5	4.3	4.1	4.0	3.9	3.8	3.7	3.5	4.3	3.8	3.3	
Zone euro	8.7	8.4	8.1	8.6	8.5	8.5	8.4	8.4	8.3	8.2	8.6	8.4	8.0	
OCDE total	6.5	6.3	6.0	6.4	6.3	6.3	6.2	6.2	6.1	6.1	6.4	6.2	5.9	
Croissance du commerce mondial	7.3	9.1	9.2	9.3	8.8	8.8	8.9	9.1	9.3	9.4	8.1	8.9	9.3	
Balance courante														
États-Unis	-6.5	-6.7	-7.0											
Japon	3.4	3.9	4.7											
Zone euro	-0.2	-0.2	-0.1											
OCDE total	-1.8	-2.0	-2.0											
Solde corrigé des variations cycliques														
États-Unis	-3.6	-4.2	-3.9											
Japon	-6.3	-6.1	-6.4											
Zone euro	-2.2	-2.1	-2.0											
OCDE total	-3.1	-3.3	-3.2											
Taux d'intérêt à court terme														
États-Unis	3.5	4.8	4.9	4.2	4.6	4.9	4.9	4.9	4.9	4.9	4.2	4.9	4.9	
Japon	0.0	0.0	0.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3	0.6	0.0	0.0	1.0	
Zone euro	2.2	2.2	2.9	2.2	2.2	2.2	2.2	2.3	2.6	2.8	2.2	2.3	3.3	

Note: La croissance du PIB, l'inflation (croissance de l'indice implicite des prix du PIB) et la croissance du commerce mondial (moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales en volume) sont corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables et exprimées en taux annualisés. Les trois dernières colonnes (quatrième trimestre) sont en taux de croissance annuels s'il y a lieu et en niveaux par ailleurs. Les taux d'intérêt sont: États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificat de dépôt à 3 mois ; zone euro : taux interbancaire à 3 mois.

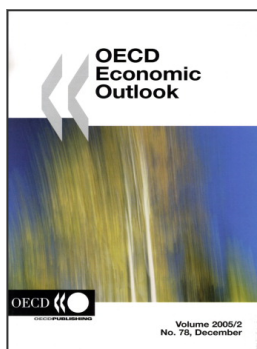
Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

- les politiques budgétaires en vigueur ou annoncées restent inchangées ;

- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 11 novembre 2005 ; en particulier 1 dollar = 118.00 yen et 0.85 euros ;

Les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 22 novembre 2005.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 78.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2005 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2005-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2005), « Nouvelle-Zélande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2005 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2005-2-26-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.